



Déclaration liminaire de la FNEC FP FO 11 Au CDEN (visio) de l'Aude du 21 avril 2020

Madame la Préfète,

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le 12 mars le président Macron présentait aux français la fermeture des crèches et des établissements scolaires, *aux motifs que « nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus, même si, pour les enfants, ils n'ont parfois pas de symptômes »*.

Le 13 avril, faisant fi de ce qu'il déclarait un mois plus tôt, il ose justifier cette réouverture prématurée à partir du lundi 11 mai en disant: *« la situation actuelle creuse des inégalités. Trop d'enfants, notamment dans les quartiers populaires et dans nos campagnes, sont privés d'école sans avoir accès au numérique et ne peuvent être aidés de la même manière par les parents. (...) C'est pourquoi nos enfants doivent pouvoir retrouver le chemin des classes. »*

Le patronat s'est déclaré «satisfait» : *«cela permet aux entreprises de bien préparer la reprise, et aux enfants de retrouver le chemin de l'école»* s'est félicité le Medef.

L'école serait donc la garderie du MEDEF ? Les personnels devraient mettre leur santé en danger, celle de leurs élèves et des familles pour que les salariés puissent retourner travailler sans aucun moyen de protection ?

Alors que le gouvernement a démontré, depuis le début, son incapacité à gérer la pandémie : une décision tardive de fermer les écoles (alors que le virus circulait déjà largement dans le pays) qui a contribué à aggraver la crise sanitaire, une incapacité à fournir du matériel de protection élémentaire pour les soignants, incapacité à fournir des respirateurs, ... Aujourd'hui encore, nos hôpitaux sont obligés de faire appel aux bonnes volontés pour avoir du matériel de protection !

Alors que des centaines de personnes continuent de mourir chaque jour, et que le nombre de décès quotidiens annoncés par le Directeur général de la santé reste élevé.

Il est à craindre qu'une ouverture des écoles, même en situation de reflux du nombre de malades, n'entraîne une nouvelle vague de l'épidémie. Le président de la Fédération des médecins de France Jean-Paul Hamon considère ainsi que cette décision *« fait courir un risque inutile (...) je pense que c'est prématuré. On s'attendait tous à ce qu'il décrète des vacances jusqu'en septembre. »* (France Info, 13 avril 2020).

C'est face aux craintes des professionnels médicaux et celle des enseignants que la FNEC FP FO 11 s'est associé aux revendications de la déclaration commune avec les autres organisations syndicales et la FCPE.

Pour la FNEC FP FO 11, il est impossible d'exposer les enfants et par conséquent leurs familles, les enseignants et de transformer les groupes scolaires en « incubateurs à coronavirus » pour permettre la reprise économique au plus vite au mépris de la santé de la population.

Tant qu'il y a un risque sanitaire, il est hors de question que les écoles rouvrent. Or nous savons tous ici que d'ici le 11 mai, cela est impossible !

L'ouverture des écoles ne doit pas être un test, mais doit permettre aux professeurs d'enseigner dans des conditions sécurisées !

Si le président Macron et son ministre de l'Éducation nationale JM Blanquer persistent dans leur choix de vouloir imposer une reprise des cours le 11 mai au prix de la santé des personnels, des élèves et des familles, la FNEC FP-FO invitera tous les collègues à utiliser leur droit de retrait.

La FNEC FP FO 11 demande que lors de ce CDEN un point sur la situation et les informations reçues des différents Ministères soient fait avec tous les membres du CDEN, notamment sur cette « reprise » imposée le 11 mai.

La FNEC FP FO 11 rappelle qu'en pleine période de confinement le gouvernement a programmé pour la rentrée prochaine pour les écoles de l'Aude : 2 fermetures de postes de remplaçants et 3 fermetures en RASED ce qui remet en cause le droit aux élèves le plus en difficultés à bénéficier d'une aide spécialisée adaptée. Ce n'est pas acceptable pour l'un des départements les plus pauvres de métropole.

Que la promesse gouvernementale de mettre les GS dédoublés en REP ne se fera pas.

Tous ceux qui sont attachés au droit à l'instruction et qui se refusent à voir une génération entière d'enfants purement et simplement sacrifiés ne peuvent que s'élever contre une telle forfaiture et exiger, non seulement l'abandon de toutes ces mesures, mais aussi que soit attribuée une dotation exceptionnelle de postes d'enseignants supplémentaires pour toutes les écoles et établissements du département, particulièrement dans les quartiers et structures où les difficultés sociales sont les plus importantes, pour organiser des dédoublements de classes dans beaucoup de niveaux, des petits groupes, des séances personnalisées, des suivis individuels pour rattraper les inégalités qui se seront inévitablement creusées, pour permettre à des milliers d'enfants de redevenir des élèves et de reconstruire l'Ecole.

La rentrée 2020 ne sera pas une rentrée comme les autres, et les personnels doivent pouvoir disposer des meilleures conditions de travail pour combler ces « inégalités sociales » que les responsables semblent découvrir au temps de l'enseignement à distance.

Personne n'a oublié que depuis 2003, plus de 100 000 lits d'hôpitaux ont été fermés dont 4 178 rien que pour cette année ; personne n'a oublié que le gouvernement a apporté une fin de non-recevoir à la grève des urgentistes qui revendiquaient plus de lits, plus de postes. Les salariés comprennent qu'ils ont eu raison de faire grève pour réclamer l'abandon de toutes ces contre-réformes qui ont détruit les services publics.

Postes, statuts, salaires, services publics... quelles que soient les circonstances, la FNEC FP FO ne renoncera à aucune revendication et surtout pas au nom d'une quelconque « unité nationale » avec ce gouvernement qui s'en prend méthodiquement à tous nos acquis sociaux.